



L'APAC de Sakatia : les Fokonolonas protègent leur petite île, au cœur de grands enjeux

Par **Hamba Victor**

Petite par sa taille mais immense par les enjeux qui la concernent, l'île de Sakatia, située dans l'Océan Indien au cœur de l'archipel malgache de Nosy Be, incarne les tensions contemporaines entre conservation de la biodiversité, pression touristique et revendications communautaires. Véritable microcosme de défis écologiques et sociaux, ce territoire insulaire, riche en espèces endémiques et en traditions vivantes, est aujourd'hui confronté à des transformations rapides qui interrogent la capacité des modèles actuels de gouvernance à assurer un développement équilibré. Les Fokonolonas, peuple protecteur de Sakatia, se mobilisent pour défendre leur APAC et mettent en place des solutions (écotourisme, sanctuaire de pêche, gouvernance partagée entre villages...) pour que l'île prospère.

Comprendre les dynamiques qui façonnent Sakatia, c'est saisir les enjeux globaux d'un avenir durable dans les petites îles du Sud global.

Une île riche de biodiversité

Longue de 3,2 kilomètres pour une largeur de 2,3 kilomètres, cette île corallienne et volcanique s'étire sur 532 hectares au nord-ouest de Madagascar. Bien que de petite taille, Sakatia présente une incroyable diversité écologique.

Le climat y est tropical, avec une saison chaude et humide de novembre à avril (durant laquelle les températures oscillent entre 25°C et 32°C, avec des pics pouvant dépasser 35°C et des cyclones potentiels) et une saison sèche et plus fraîche de mai à octobre (entre 20°C et 28°C).

De façon plus générale, la flore de Sakatia est riche de diversité : d'après un inventaire réalisé en 2023, 221 espèces réparties en 81 familles ont été recensées. Si la majorité est d'origine tropicale (43,64 %), près d'un

Ce rapport est publié sous les termes de la licence Attribution - Utilisation non commerciale 4.0 International, qui autorise une utilisation non commerciale avec mention appropriée, comme décrit dans la licence.

© 2025 L'auteur. Publié par Consortium APAC, Association Consortium pour les Aires et Territoires du Patrimoine Autochtone et Communautaire (APAC)

tiers (31,82 %) est endémique. En plus du récif corallien sous-marin, deux formations végétales marquent le caractère remarquable et biodivers de l'île :

- La réserve forestière d'Ambohibe (12,4 ha) menacée aujourd'hui par la prolifération des bambous.
- La mangrove d'Andranomatavy (10,5ha) renfermant des grands palétuviers pouvant atteindre plus de 20m de hauteur, et notamment l'espèce *Rhizophora mucronata* caractérisée par des racines échasses impressionnantes.

La faune terrestre n'est pas en reste : 24 espèces herpétologiques (dont 89 % de reptiles endémiques), des amphibiens à 80 % endémiques, 46 espèces d'oiseaux et même des lémuriers nocturnes (*Eulemur macaco*) vivent sur l'île. Deux micromammifères, dont le *Tenrec eucaudatus* (aussi appelé hérisson malgache), y sont également présents.

La vie insulaire façonnée par la nature et les hommes

Mais la richesse à Sakatia n'est pas seulement biologique. Elle est aussi humaine : Sakatia est un territoire vivant, habité, tissé de liens entre humains, espèces animales et paysages. C'est un véritable territoire de vie et fait partie des [APAC de Madagascar](#).

Politiquement rattachée à la commune urbaine de Nosy Be, Sakatia conserve néanmoins une identité insulaire forte et à part. Son isolement relatif, à seulement 1,3 km de la côte principale, lui confère une position particulière : à la fois proche des flux touristiques de Nosy Be, et en marge des grandes infrastructures.

L'île abrite environ 1 150 habitants - près de la moitié ayant moins de 25 ans - répartis en six villages. Comme beaucoup de régions côtières de Madagascar, la culture des habitants est mixte car elle a été façonnée par des échanges historiques avec les commerçants arabes, européens et africains. Elle est aussi indissociable de l'environnement. Cette hybridité se retrouve dans certains rituels, la cuisine (influencée par les épices) ou même l'architecture locale. Les habitants, bien que défendant leur identité à part, s'ancrent dans la grande famille malgache des Sakalava. En termes de tradition,

les croyances locales sont elles aussi hybrides et sont animistes ou syncrétiques (mêlant islam, christianisme et vénération des ancêtres).

Sur l'île, les moyens de subsistance principaux sont la pêche traditionnelle, pratiquée dans une zone maritime de 110 ha, et l'agriculture vivrière, notamment la culture du manioc, du riz et des bananes. De plus en plus, une activité économique se structure sur le tourisme, avec l'emploi des habitants dans les établissements touristiques et vient encourager le développement de l'artisanat local.

L'identité autodéterminée de la communauté s'est construite autour de son lien à la nature, de pratiques coutumières vivantes et d'une gouvernance locale organisée. Les pratiques en lien avec la préservation de leur environnement sont :

- les *fady* : tabous permettant de protéger certaines zones ou espèces par des interdits culturels. Par exemple, des *fady* peuvent protéger les récifs coralliens en interdisant leur accès et les tortues marines en interdisant leur pêche.
- les *dina* : conventions locales négociées entre villages permettant de réglementer l'accès aux ressources (pêche, coupe de bois). Par exemple, des périodes de pêche peuvent être définies pour préserver la biodiversité et permettre aux stocks de se régénérer.
- la gestion communautaire des ressources : les pêcheurs et agriculteurs appliquent des techniques durables transmises oralement (rotation des cultures, pêche sélective).

La gestion des ressources naturelles repose en grande partie sur ces normes sociales, qui sont orchestrées par deux figures de la gouvernance locale: les sages ou anciens (*zokiolona*) et les chefs coutumiers (*tangalamena*) qui sont les gardiens de la sagesse traditionnelle et de la cohésion du *Fokonolona*, qui est l'ensemble de la population du territoire de vie. Les *zokiolona* interviennent dans la résolution des conflits, la gestion des terres et la préservation des tabous (*fady*). Les *tangalamena*, eux, collaborent avec les autorités locales (mairie, police environnementale) pour appliquer les règles de conservation et faire le lien entre les gouvernances à différentes échelles.

Mais ces traditions respectueuses de l'environnement doivent résister à des pressions qui s'intensifient sur l'écosystème naturel et social : raréfaction des ressources, changement climatique, et expansion touristique bouleversent les équilibres.

Un petit territoire sous fortes pressions

L'île de Sakatia fait face à une intensification des pressions environnementales, foncières et économiques, dans un contexte de gouvernance fragmentée entre acteurs coutumiers, état et opérateurs privés.

Le développement touristique entraîne une pression foncière croissante, marquée par la privatisation de portions de littoral et l'absence de titres fonciers clairs. Cette dynamique d'accaparement des terres fragilise l'accès des communautés locales à leurs territoires, lagons et lieux de culte. De plus, le chevauchement des droits d'usage entre habitants, investisseurs et autorités administratives vient alimenter des conflits.

Parallèlement, l'environnement de l'île subit une dégradation continue. La déforestation, notamment pour la production de bois de chauffe ou l'extension agricole, fragilise les sols et accélère l'érosion des versants. L'érosion côtière, aggravée par les aménagements touristiques non maîtrisés et le recul des mangroves, menace les habitats littoraux. La pollution marine, causée par les déchets plastiques, les eaux usées non traitées et les ancrs de bateaux touristiques, dégrade les récifs coralliens et les herbiers marins, essentiels à la pêche artisanale. À cela s'ajoutent les effets du changement climatique : élévation du niveau de la mer, salinisation des terres agricoles et augmentation de la fréquence des événements extrêmes (cyclones, tempêtes), compromettant les cultures et les infrastructures de base. Ces transformations fragilisent les écosystèmes et compromettent directement les moyens de subsistance des habitants. Les initiatives locales de conservation, bien qu'actives (aires marines gérées localement, reboisement, surveillance communautaire), manquent de soutien technique, humain et financier pour répondre à l'ampleur des défis.

À cela s'ajoute une forte pression économique. Le tourisme, principale source de revenus, reste une activité saisonnière et instable. Les alternatives durables comme l'écotourisme ou l'artisanat sont

encore peu développées. Par ailleurs, les bénéfices générés par le tourisme ne sont pas équitablement répartis, accentuant les inégalités socio-économiques. De plus, malgré l'existence de parcs nationaux ou de réglementations, le manque d'investissement dans du personnel de surveillance facilite les infractions (braconnage, pêche destructive). Cette dépendance économique limite la capacité des communautés à s'organiser sur le long terme et à investir dans des modes de développement plus résilients.

À ces pressions s'ajoutent la gestion des différentes relations entre acteurs qui se superposent, parfois s'opposent. L'île est prise dans une dynamique de tensions et de négociation permanente entre gouvernance coutumière, intérêts touristiques, et cadre étatique parfois flou.

Gouvernance en négociation : entre traditions, état, et logiques de marché

Dans ce contexte, l'avenir de Sakatia repose sur une gouvernance du territoire de vie inclusive et concertée, articulant les savoirs traditionnels et les cadres institutionnels existants, avec un renforcement accentué des droits, pouvoirs et responsabilités du *Fokonolona*. Cet avenir se dessine au sein d'un pays, Madagascar, où les enjeux des territoires de vie sont nombreux (voir l'analyse détaillée du Consortium APAC sur les territoires de vie à Madagascar [ici](#)).

Pour faire face aux enjeux environnementaux, fonciers et économiques, les habitants mobilisent leurs propres outils de gouvernance sous la forme des *dina* et des *fady* mis en place par les *zokiolona* et les *tangalamena*. Ces pratiques coutumières jouent un rôle central dans la régulation des usages et la médiation des conflits. Par ailleurs, un travail de **sensibilisation des différents acteurs**, des partenariats ciblés et une communication adaptée à chaque interlocuteur (arguments économiques pour le privé, arguments sociaux/environnementaux pour les ONG) peuvent améliorer l'engagement des parties prenantes et l'implication dans la remédiation des pressions sur Sakatia. Parmi les outils de résistance des populations, on trouve également les actions juridiques (recours en justice contre les permis illégaux) et les mobilisations citoyennes (mani-

festations, pétitions, sensibilisation médiatique, [appels à l'action](#)). Par ailleurs, la communauté s'engage aussi sur le terrain, souvent en collaboration avec des ONG ou des institutions locales (comme CLB RASIS ou le Fokontany), dans des projets de surveillance marine, de reboisement, de gestion durable des déchets ou d'accueil touristique responsable). Malgré l'appui ponctuel des ONG et des programmes internationaux (WWF, GEF SGP), ces actions restent limitées par l'absence de reconnaissance juridique des droits communautaires et une coordination insuffisante avec l'état.

C'est pourquoi les communautés locales réclament en priorité la sécurisation de leurs droits fonciers, à travers la reconnaissance des droits coutumiers et la délivrance de certificats fonciers. Cette sécurisation est perçue comme un levier fondamental pour garantir leur autonomie territoriale et prévenir les conflits liés à l'accaparement ou à la spéculation foncière. En effet, pour un territoire de 6 km², chaque fragment de reconnaissance foncière a un gros impact.

Parallèlement, le développement d'un écotourisme maîtrisé, fondé sur la participation des habitants, les circuits courts et la préservation des écosystèmes, fait partie des modèles alternatifs souhaités. Il est à noter également que Madagascar, qui connaît une phase de stabilité politique relative après des années de crises, est davantage disponible à investir dans des projets touristiques. Des projets pilotes sont en cours avec l'appui d'ONG, visant à valoriser l'hébergement chez l'habitant et les pratiques durables. Ces initiatives s'accompagnent de revendications claires : une régulation plus stricte des projets touristiques, une meilleure répartition des bénéfices, et un encadrement environnemental renforcé.

Le renforcement des aires marines protégées (AMP) constitue également une priorité, à travers une co-gestion effective entre l'état, les collectivités et les communautés. Des dispositifs locaux comme le CLB RASIS participent déjà à la protection de la biodiversité et à la sensibilisation environnementale, mais leurs moyens restent limités. Une gouvernance hybride est ainsi appelée : combinant légitimité locale, cadres juridiques nationaux, et dialogue entre villageois, autorités et investisseurs.

Pour finir, les habitants demandent un renforcement des infrastructures publiques (éducation, santé, eau, énergie) pour améliorer leurs conditions de vie.

Face aux impacts croissants du changement climatique – érosion du littoral, salinisation, pression sur les ressources – la gouvernance de l'île de Sakatia devra également intégrer des stratégies de résilience, tout en articulant les dynamiques locales avec les dispositifs publics existants. Plus largement, les habitants appellent à **une reconnaissance pleine du rôle du Fokonolona représentés par les gardiens traditionnels, mais aussi des autres forces vives socioculturelles comme les femmes, les jeunes, les guides, les pêcheurs, les artisans... dans la gouvernance durable de leur territoire**, condition indispensable pour assurer un avenir équitable et soutenable à l'île de Sakatia.

L'enjeu reste la **reconnaissance juridique et politique des droits communautaires** sur leur territoire. La sécurisation foncière, la participation effective à la gouvernance touristique et la protection légale des écosystèmes sont des demandes récurrentes de la population de Sakatia.

Conclusion

Sakatia, bien que minuscule sur la carte, est un véritable **territoire de vie** au cœur de luttes majeures : pour la reconnaissance des droits fonciers, pour la justice environnementale, et pour un avenir où traditions et modernité s'allient plutôt qu'elles ne s'opposent. Face aux menaces croissantes liées au développement touristique et aux crises écologiques et climatiques, la réponse ne pourra être que collective, inclusive et ancrée dans les réalités locales. Le destin de cette île dépendra de la capacité des communautés à faire entendre leur voix, mais aussi de la volonté politique à leur accorder une place centrale dans la gouvernance de leur territoire. Plus qu'un simple enjeu local, Sakatia symbolise le combat global pour des modèles de développement respectueux des sociétés et des environnements.

Éditrice : Mathilde Craker

Comment citer ce rapport : Hamba, V. (2025). L'APAC de Sakatia : les Fokonolonas protègent leur petite île, au cœur de grands enjeux. In M. Craker (Ed.), *Eaux Ancestrales* (No. 25-2). Consortium APAC. <https://www.iccaconsortium.org/fr/2025/06/23/lapac-sakatia-fokonolonas-protagent-leur-petite-ile-grands-enjeux>

Correspondance : Victor Hamba, Chef traditionnel de l'emblématique île de Sakatia APAC, Madagascar. Courriel : hambavic@gmail.com